



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES ARMÉES

MARCHE PUBLIC
DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES PASSE SELON
UNE PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT

En application des articles L2124-2, L2125-1 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

MARCHE N° 25032

MAITRE DE L'OUVRAGE

ETAT - MINISTERE DES ARMEES

POUVOIR ADJUDICATEUR

(désigné par arrêté du 22 juin 2007 modifié)

Monsieur le directeur d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID NOUMEA)

CONDUCTEUR D'OPERATION

DIVISION GESTION DU PATRIMOINE - SECTION INGENIERIE DE LA MAINTENANCE
CELLULE CONDUITE

OBJET DU MARCHE

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE RELATIF A LA LUTTE CONTRE LES INSECTES
XYLOPHAGES DANS LES EMPRISES
DES FORCES ARMEES EN NOUVELLE CALEDONIE (FANC)

SOMMAIRE

ARTICLE 1. - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1. - INTRODUCTION	3
1.2. - OBJET DU MARCHÉ	3
1.3. - OBLIGATION DE RESULTATS	3
ARTICLE 2. - DEFINITION DES PRESTATIONS	3
2.1. - DIAGNOSTIC INITIAL TOUS SITES (FORFAIT F1)	3
2.2. - PRESTATION DE DETERMITAGE ACTIONS PREVENTIVES (FORFAIT F2)	3
2.2.1. - <i>Lutte préventive</i>	3
2.3. - PRESTATION DE DETERMITAGE ACTIONS CURATIVES (PRESTATIONS REMUNEREES PAR BON DE COMMANDE)	3
2.3.1. - <i>Lutte curative</i>	3
2.4. - DIAGNOSTIC DE FIN DE MARCHÉ (FORFAIT F3)	4
2.5. - PLANIFICATION DES PRESTATIONS	4
2.6. - ASPECT SANITAIRE ET ENVIRONNEMENTAUX	4
2.7. - CAS DE RE-INFESTATION	5
2.8. - DOCUMENTATION – SIGNALETIQUES – RAPPORT DE PASSAGE	5
2.9. - SECURITE AU TRAVAIL, PROTECTION DES BIENS ET DES PERSONNELS	5
2.10. - ECONOMIES D'ENERGIE	5
ARTICLE 3. - ORGANISATION DU TITULAIRE	5
3.1. - RESPONSABLE PHYSIQUE DU MARCHÉ	5
3.2. - AGENTS D'INTERVENTION	6
3.3. - SOUS-TRAITANCE	6
3.4. - OUTILLAGE, MOYENS DE MANUTENTION ET EQUIPEMENTS DE PROTECTION	6
3.5. - FOURNITURES A LA CHARGE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 4. - NATURE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS	7
4.1. - LIMITES DE PRESTATIONS	7
4.2. - PERIMETRE GEOGRAPHIQUE ET CONTRAINTES	7
4.2.1. - <i>Lieu d'exécution</i>	7
4.2.2. - <i>Veille technique</i>	7
4.2.3. - <i>Veille réglementaire</i>	7
4.3. - SATISFACTION DES USAGERS FINAUX	7
4.3.1. - <i>Programmation</i>	7
4.4. - COMPTE-RENDU D'INTERVENTION D'UNE PRESTATION DE DETERMITAGE	8
4.5. - ELIMINATION DES DECHETS	8
ARTICLE 5. - MODALITES – DELAIS – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	8
5.1. - JOURS OUVRES ET HORAIRES DE SERVICE	8
5.2. - MODALITES D'INTERVENTION DES INTERVENTIONS DE LUTTE PREVENTIVE	8
5.3. - MODALITES D'INTERVENTION DE LUTTE CURATIVE	8
5.4. - DELAIS D'INTERVENTIONS	9
LE PRESTATAIRE S'ENGAGE A REALISER LE DIAGNOSTIC INITIAL DANS LES TROIS (3) MOIS SUIVANT LA NOTIFICATION DU MARCHÉ. LE DEMARRAGE DE LA PRESTATION FORFAIT F1 SERA NOTIFIE AU TITULAIRE PAR ORDRE DE SERVICE.	9
LE PRESTATAIRE S'ENGAGE A REALISER LES INTERVENTIONS DE LUTTE PREVENTIVE SUIVANT UN CALENDRIER PREVISIONNEL DEFINI CONJOINTEMENT AVEC LE CHARGE D'AFFAIRES DE LA DID NOUMEA.	9
5.5. - REUNIONS DE COORDINATION	9
5.5.1. - <i>Réunion trimestrielle</i>	9
5.5.2. - <i>Réunion annuelle</i>	9
5.6. - DOCUMENTS TENUS A JOUR SUR SITE	9
5.7. - DOCUMENTS A FOURNIR PERIODIQUEMENT AU PA	9
5.7.1. - <i>Planification des opérations des interventions de luttes préventives</i>	9
5.7.2. - <i>Planification des opérations des actions de lutte curative</i>	9
5.8. - INDICATEURS DE SUIVI DE LA BONNE EXECUTION DES PRESTATIONS	10

ARTICLE 1. - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. - Introduction

La présente procédure a pour objet la passation d'un marché relatif à la réalisation de prestations de lutte contre les insectes xylophages dans les emprises des forces armées de Nouvelle-Calédonie.

Les prestations sont réalisées sur les sites et emprises des FANC suivants :

Nouméa – Païta / Tontouta – Mont-Dore / Plum – Bouraïl / Nandaï

1.2. - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la surveillance, le diagnostic et le traitement contre les insectes xylophages et nuisibles sur l'ensemble des emprises des Forces Armées de Nouvelle-Calédonie (FANC).

1.3. - Obligation de résultats

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour l'obtention du résultat défini dans le présent cahier des clauses techniques particulières.

Il ne pourra se prévaloir d'une quelconque omission dans l'énumération des prestations demandées.

Il doit la fourniture de tous les produits indispensables à la bonne exécution des prestations, ainsi que le transport et la mise en œuvre de l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires.

Dans le cadre des interventions réalisées sur bons de commande, le titulaire doit disposer en permanence d'un stock de produits (non périmés) lui permettant d'assurer toute intervention ponctuelle dans le cadre de son obligation de résultat.

ARTICLE 2. - DEFINITION DES PRESTATIONS

2.1. - Diagnostic initial tous sites (FORFAIT F1)

Un diagnostic initial est réalisé par le titulaire pour chacune des emprises (tous sites). Ce diagnostic a pour but de d'établir par le biais d'une cartographie la présence présumée des insectes à l'intérieur et autour des bâtiments dans un rayon de cent cinquante mètres (150 m).

Cette prestation comprend tous les moyens de détections de la présence de tous types de termites à l'intérieur d'une emprise. Le prestataire procédera à la pose des pièges permettant de détecter la présence d'insectes lors des visites périodiques. Le titulaire dressera une cartographie indiquant les zones attaquées ainsi que les arbres infestés se trouvant dans le rayon de cent cinquante mètres (150 m) autour des surfaces bâties et des aires aménagées.

2.2. - Prestation de détermitage actions préventives (FORFAIT F2)

2.2.1. - Lutte préventive

A l'issue des résultats du diagnostic établi dans les conditions de l'article 2.1 ou en cas de présence avérée de termites après contrôle périodique des pièges décrit à l'annexe II, le titulaire procédera à la mise en œuvre de répulsifs aux abords des bâtiments ou tous autres moyens nécessaires à la préservation des éléments du bâti contre l'infestation par des colonies de termites sans action polluante dans les sous-sols et l'environnement. Une mise à jour annuelle du diagnostic est réalisée par le titulaire.

En cas de ré-infestation manifeste des sites traités, le titulaire s'engage, dans le cadre de son obligation de résultat, à intervenir autant de fois que nécessaire pour « détermite » et ce sans supplément de prix, pendant toute la durée du marché.

Il s'engage à intervenir sur simple appel des chargés de site de la DID. La capacité de réactivité dans les interventions est prépondérante. Elle ne pourra être supérieure à 72 heures ouvrables.

Ces interventions ne donneront lieu à aucune facturation supplémentaire.

2.3. - Prestation de détermitage actions curatives (PRESTATIONS REMUNEREES PAR BON DE COMMANDE)

2.3.1. - Lutte curative

Lorsque la colonie affecte les éléments du bâti deux cas de figures se présentent :

Marché N° 25 032	ACBC RELATIF A LA LUTTE CONTRE LES INSECTES XYLOPHAGES DANS LES EMPRISES FANC	C.C.T.P.
------------------	--	----------

1. La colonie est modérée : les éléments du bâti concernés sont traités pour stopper la progression des nuisibles.
2. La colonie est importante, le prestataire procédera à l'élimination complète des colonies par la voie de la lutte curative. Quoique non exhaustive, la méthodologie envisagée dans le cadre de la lutte curative est la pose de pièges ou d'appâts comme suit :

- piégeage d'une grande quantité de termites à l'aide d'un substrat cellulosique,
- utilisation d'un termiticide d'ingestion ayant une toxicité de contact importante et une action lente ou des régulateurs de croissance (inhibiteur, analogue d'hormone juvénile),
- remise en liberté des termites à l'endroit de piégeage afin de permettre une contamination de leurs congénères par trophallaxie ou en affamant la colonie compte tenue de l'extinction des termites ouvriers.

Ces techniques ont l'intérêt d'utiliser de faibles doses d'insecticides respectant l'homme et son environnement.

Dans les deux cas et au préalable, des travaux préparatoires sont à réaliser comme désignés ci-dessous :

- sondage, bûchage et brossage des parties attaquées avant traitement,
- retrait des déchets dus au bûchage et au brossage des éléments attaqués au fur et à mesure de l'avancement des travaux par local d'intervention,
- balayage complet de chaque pièce à l'issue des travaux préparatoires,
- mise en sac des déchets et retrait de fur à mesure de l'avancement des travaux.

2.4. - Diagnostic de fin de marché (FORFAIT F3)

Les prestations à réaliser par le titulaire lors de la phase de fin de marché sont :

- L'établissement d'un diagnostic permettant de mesurer l'efficacité des actions de luttes préventives et curatives sur toutes les emprises. L'issue du diagnostic de fin de marché, donnera lieu à la mise à jour de la cartographie termites établie sur la base du diagnostic initial défini à l'article 2.1 du CCTP. **Ce document devra être remis sous deux (2) mois après la notification de la fin de marché ;**
- Les dispositifs installés de détection et de lutte contre les nuisibles seront laissés en place.
- La transmission au représentant du pouvoir adjudicateur et sous format informatique (Excel) de l'ensemble de la base de données des interventions réalisées pour chacune des emprises. **La base de données devra être remise sous deux (2) mois après la notification de la phase de fin de marché ;**

2.5. - Planification des prestations.

Dans son offre, le prestataire proposera un calendrier annuel prévisionnel d'intervention pour les prestations de détermitage :

- Ce calendrier devra indiquer les dates prévisionnelles d'intervention dans le cadre du forfait F1 et de la lutte préventive.

Un préavis suffisant sera systématiquement envoyé aux chargés de préventions et Correspondants Infrastructures des Unités avant toute intervention afin de mettre en place des mesures de sécurité et de permettre aux personnels en poste de prévoir l'arrêt ponctuel des activités si nécessaire.

2.6. - Aspect sanitaire et environnementaux

Conformément à l'article 333-1 du code de l'environnement de la Province Sud, les moyens employés pour la destruction des espèces animales nuisibles ne doivent :

Marché N° 25 032	ACBC RELATIF A LA LUTTE CONTRE LES INSECTES XYLOPHAGES DANS LES EMPRISES FANC	C.C.T.P.
------------------	--	----------

- ni constituer un danger pour l'ordre public et l'environnement, ni présenter un danger ultérieur pour les hommes et pour les animaux domestiques,
- ni être de nature à faire souffrir inutilement les spécimens abattus.

En outre le titulaire devra se conformer à l'instruction n° 710/DEF/DCSSA/AST/TEC du 12 mars 1997 et à la législation en vigueur en Nouvelle Calédonie.

Le titulaire reste le seul responsable à même de définir les produits et modes opératoires les plus adaptés à être utilisés.

Par conséquent il demeure garant de ces derniers, de leur mise en œuvre et des conséquences pouvant être causées sur les hommes, les animaux domestiques et les végétaux.

2.7. - Cas de ré-infestation

En cas de ré-infestation manifeste des sites traités, le titulaire s'engage, dans le cadre de son obligation de résultat, à intervenir autant de fois que nécessaire pour « détermeter » et ce sans supplément de prix, pendant toute la durée du marché.

Il s'engage à intervenir sur simple appel des chargés de site de la DID. La capacité de réactivité dans les interventions est prépondérante. Elle ne pourra être supérieure à 48 heures ouvrables.

Ces interventions ne donneront lieu à aucune facturation supplémentaire.

2.8. - Documentation – Signalétiques – Rapport de passage

A l'appui de son offre, chaque candidat fournira l'ensemble de la documentation relative aux produits qu'ils comptent mettre en œuvre (fiche technique, fiche de données de sécurité).

Pendant l'exécution du marché, le titulaire assurera la fourniture et la mise en place sur sites des fiches signalétiques d'emplacement des pièges à termites.

Enfin, quelle que soit la prestation de détermitage mise en œuvre, le titulaire produira, après chaque traitement, un rapport de passage précisant son action, l'état de consommation des appâts et les zones traitées en indiquant :

- Les dates et heures d'exécution des prestations
- Les noms des bâtiments et des salles concernées.
- La nature des prestations exécutées
- Les produits utilisés
- Le nom de l'opérateur qui réalise les prestations

Ce rapport sera remis à chaque service bénéficiaire des FANC et au référent DID du marché.

2.9. - Sécurité au travail, protection des biens et des personnels

Le prestataire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les consignes générales de sécurité, et contrôler fréquemment que celles-ci sont parfaitement connues des intéressés. On entend ici par consignes sécurité, celles liées au travail mais aussi celles liées à la manipulation d'organes potentiellement alimentés en énergie.

Lorsque la sécurité des biens ou des utilisateurs est en jeu, le prestataire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et rend compte à posteriori au Maître d'œuvre des mesures conservatoires ou des réparations urgentes qu'il a dû prendre.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions particulières en matière de sécurité et de protection de la santé définies à l'article 8.1.2 du CCAP.

2.10. - Economies d'énergie

Le titulaire prend toutes les dispositions pour économiser l'énergie et les fluides.

A cet effet, le titulaire engage une procédure qualité permettant la prise en compte de cette exigence.

ARTICLE 3. - ORGANISATION DU TITULAIRE

3.1. - Responsable physique du marché

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire s'engage à nommer une personne physique titulaire et une autre personne remplaçante chargée de représenter l'entreprise au titre du présent marché.

Le responsable du marché sera chargé de l'organisation, de l'encadrement des agents et du suivi des prestations et des sous-traitants éventuels. Le responsable du marché devra être remplacé par une autre personne disposant du

Marché N° 25 032	ACBC RELATIF A LA LUTTE CONTRE LES INSECTES XYLOPHAGES DANS LES EMPRISES FANC	C.C.T.P.
------------------	---	----------

même niveau de connaissance des lieux, des équipements et de l'historique du contrat, ainsi que des mêmes compétences et moyens durant ses périodes d'absence (congrés, arrêts maladie, formation, etc.).

Le responsable du marché est l'interlocuteur privilégié du PA et du Maître d'œuvre pour tous les problèmes quotidiens afférents au contrat.

A ce titre, il doit :

- être qualifié et autorisé à prendre toute décision immédiate à la suite des observations relevées par la DID de NOUMEA,
- être en mesure d'apporter une réponse à toute demande du P.A. sur les domaines couverts par le présent marché y compris en matière d'opérations hors prestations forfaitaires ;
- assister aux réunions programmées définies dans le présent marché ;
- assister aux réunions sur demande du Maître d'œuvre ;
- être joignable en heure ouvrable ;
- se tenir informé des réglementations en vigueur et de leur évolution notamment en ce qui concerne la sécurité et l'environnement.

3.2. - Agents d'intervention

Le titulaire se doit de mettre en place une équipe en parfaite adéquation avec la nature et le volume des prestations à exécuter.

Le titulaire prévoit une présence sur site en nombre suffisant pour répondre aux obligations et exigences indiquées dans le présent CCTP. Il est précisé au titulaire qu'en aucun cas le manque d'effectif du titulaire peut remettre en cause les délais d'intervention et les réactivités souhaitées, sauf cas de force majeure devant être justifié.

Les responsables de maintenance devront être remplacés par des personnes disposant des mêmes compétences et moyens durant leurs périodes d'absence (congrés, arrêts maladie, formation, etc.).

Ces remplaçants devront donc être connus dès la contractualisation du marché.

Ces agents doivent être en possession des qualifications et des habilitations nécessaires pour intervenir sur les emprises des FANC.

Pendant leurs présences sur le site (heures ouvrées), les agents du titulaire sont joignables en permanence. Ils sont munis des moyens nécessaires (communication notamment), à la charge du titulaire, permettant au Maître d'œuvre de joindre le responsable d'entretien ou son remplaçant en cas d'absence de ce dernier.

Avant la prise d'effet du marché, le prestataire s'engage à transmettre la liste nominative des agents de maintenance et leurs remplaçants, leurs qualifications ou toute autre information permettant de juger de leur compétence technique (CV du personnel).

3.3. - Sous-traitance

Le titulaire assure autant que possible l'ensemble de ses prestations avec son personnel propre. Toutefois, lorsqu'il ne possède pas toutes les qualifications requises, le titulaire peut avoir recours à des sous-traitants. Ceux-ci agiront sous sa responsabilité pleine et entière, avec les mêmes règles que celles énoncées pour son propre personnel, et en portant une attention particulière aux règles d'accès et de sécurité.

Les sous-traitants et leur personnel devront disposer du même niveau d'habilitation que celui requis par le titulaire. Le titulaire devra déclarer la sous-traitance conformément aux dispositions du CCAP.

3.4. - Outillage, moyens de manutention et équipements de protection

Le titulaire s'engage à fournir à son personnel opérationnel l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, notamment outillage, moyens de manutention et équipements de protection individuelle. Le titulaire en assurera également l'entretien.

Les matériels utilisés sont en conformité avec les normes et règlements de sécurité. Tout matériel non conforme ou dangereux est mis immédiatement hors service et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Les matériels et outils doivent être nettoyés et rangés immédiatement après utilisation.

3.5. - Fournitures à la charge du titulaire

En addition des fournitures plus importantes prévues au titre des prestations forfaitaires, le prestataire fournit les divers produits nécessaires à la bonne exécution du marché ; ingrédients, consommables et petites fournitures, tels que (liste non exhaustive donnée à titre indicatif) :

Marché N° 25 032	ACBC RELATIF A LA LUTTE CONTRE LES INSECTES XYLOPHAGES DANS LES EMPRISES FANC	C.C.T.P.
------------------	--	----------

- les stations de piégeage ;
- les produits insecticides ;
- les boîtiers de protections.

ARTICLE 4. - NATURE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS

4.1. - Limites de prestations

Le présent marché concerne toutes les variétés de termites identifiées sur le territoire de la Nouvelle Calédonie :

- termites de sol ;
- termites de bois de structure ;
- termites de béton.

Toutes modifications du périmètre techniques des interventions à réaliser seront intégrées ou supprimées par ordre de service ou par avenant.

4.2. - Périmètre géographique et contraintes

4.2.1. - Lieu d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations sont précisés à l'annexe 1 du CCTP.

4.2.2. - Veille technique

Il n'est pas demandé de veille technique particulière.

4.2.3. - Veille réglementaire

Le titulaire s'engage, en cas de modifications ou de prescriptions complémentaires aux normes et règlements de sécurité en vigueur intervenant en cours de durée du présent marché, à informer, dans les trois mois à compter de la parution des dits documents, le P.A de tous les travaux de mise en conformité des installations et des matériels nécessaires pour répondre aux spécifications des nouveaux règlements.

4.3. - Satisfaction des usagers finaux

Le titulaire aura à sa charge la réalisation d'une enquête de satisfaction semestrielle auprès des usagers finaux sur la réalisation des prestations de détermitage. Cette enquête devra être menée, au minimum, auprès de huit (8) personnes différentes, ayant été à l'origine d'au moins une demande d'intervention de détermitage. L'ensemble des enquêtes devra être transmis annuellement au R.P.A. et les indicateurs qui en découlent mis à jour. La trame de l'enquête de satisfaction figure en annexe du présent CCTP.

4.3.1. - Programmation

Le titulaire fournira un planning annuel de réalisation des interventions de détermitage préventive, systématique. Il précise :

- La nature de l'intervention ;
- Sa durée prévisible ;
- Les locaux et/ou les équipements concernés ;

Le titulaire est tenu de mettre en place le personnel nécessaire en cas d'absence de son technicien (maladie, congés, formation) pour se tenir à son planning de maintenance.

Si l'une des deux parties désire déplacer une période de détermitage, elle en informe l'autre au moins un mois avant la date prévue.

Le prestataire doit soumettre à l'accord du P.A. les modifications qu'il préconise d'apporter à ce planning, assorties des justificatifs nécessaires. Après accord, il établit un nouveau programme dont la mise en application est immédiate. Toutes les interventions de détermitage doivent être répertoriées selon un procédé qui permet au titulaire de reconstituer, à tout moment et sur demande du P.A., les historiques des actions de lutte anti-termites réalisées.

Marché N° 25 032	ACBC RELATIF A LA LUTTE CONTRE LES INSECTES XYLOPHAGES DANS LES EMPRISES FANC	C.C.T.P.
------------------	--	----------

4.4. - Compte-rendu d'intervention d'une prestation de détermitage

Un compte rendu d'intervention sommaire sera produit par le titulaire à l'issue de chaque intervention et sera dirigé par mail vers la personne en charge du suivi des prestations de la DID.

4.5. - Elimination des déchets

Les déchets industriels et en particulier les déchets générateurs de nuisances, issus des traitements de la lutte préventive ou active devront être évacués et éliminés vers une installation de traitement agréée.

Le titulaire devra respecter la réglementation en vigueur concernant :

- le transport des déchets selon le règlement des transports des matières dangereuses par la route (R.T.M.D.R.),
- l'élimination des déchets, la récupération des matériaux et contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances se fera conformément à la délibération n°01-2008/APS du 10 avril 2008 instaurant une gestion responsable des déchets en vue de la protection de l'environnement relative au code de l'environnement de la province sud.

Un bordereau de suivi des déchets (BSD), initialisé par le titulaire et dûment renseigné, sera remis à l'exploitant (une copie à la DID) à l'issue de la procédure d'évacuation et d'élimination.

ARTICLE 5. - MODALITES – DELAIS – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

5.1. - Jours ouvrés et horaires de service

Les heures ouvrées d'intervention du titulaire sont :

- **le lundi, le mardi et le jeudi de 07H00 à 16H00 sur le site de la BA 186 et de 07H00 à 17H00 sur les autres sites,**
- **le mercredi de 07h00 à 12h00,**
- **le vendredi de 07H00 à 15H00 sur le site de la BA 186 et de 07H00 à 16H00 sur les autres sites.**

Sauf dispositions particulières (ex : Travail en HNO) établies en commun accord entre l'unité utilisatrice, le titulaire et la DID NOUMEA.

La présence du personnel du titulaire est dictée par ses obligations de service à tenir si possible dans le cadre des horaires de service ci-dessus sauf nécessité d'intervention.

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées, le titulaire est responsable d'une façon permanente et communiquera un numéro d'appel facilement disponible.

5.2. - Modalités d'intervention des interventions de lutte préventive

Le titulaire effectuera les interventions de lutte préventive des emprises et bâtiments pendant les jours et heures ouvrés, tel que défini à 5.1 du CCTP.

Sur la base du planning prévisionnel des interventions comme définit aux articles 2.5 et 4.3.1 du CCTP, le titulaire avisera, avec un préavis suffisant, le P.A. des périodes auxquelles ces interventions de lutte préventive seront réalisées.

Il devra prendre en compte les obligations opérationnelles des utilisateurs sur chaque site pour adapter sa programmation dans le calage des interventions de lutte préventive.

5.3. - Modalités d'intervention de lutte curative

Les interventions de lutte curative sont déclenchées par bon de commande donnant ordre d'exécuter les prestations sur la base d'un devis préalable établi par le titulaire. Le titulaire dispose de 3 jours pour faire parvenir le devis au chargé d'affaires de la DID NOUMEA de Nouméa.

Marché N° 25 032	ACBC RELATIF A LA LUTTE CONTRE LES INSECTES XYLOPHAGES DANS LES EMPRISES FANC	C.C.T.P.
------------------	--	----------

5.4. - Délais d'interventions

Le prestataire s'engage à réaliser le diagnostic initial dans les trois (3) mois suivant la notification du marché. Le démarrage de la prestation Forfait F1 sera notifié au titulaire par ordre de service.

Le prestataire s'engage à réaliser les interventions de lutte préventive suivant un calendrier prévisionnel défini conjointement avec le chargé d'affaires de la DID Nouméa.

Le prestataire s'engage à réaliser les interventions de lutte curative dans le délai indiqué sur le bon de commande et défini conjointement avec le chargé d'affaires de la DID Nouméa, néanmoins ce délai ne saura excéder j+10 jours (« j » étant le jour de départ du bon de commande).

Si le prestataire ne peut pas intervenir dans les délais mentionnés ci-dessus, celui-ci doit en informer par téléphone et par écrit la personne publique et le responsable du service exploitant, en indiquant les raisons et les causes du dépassement. **Il appartient néanmoins au titulaire de s'assurer que ses fournisseurs sont en mesure de lui délivrer les produits de lutte contre les termites.**

5.5. - Réunions de coordination

La coordination nécessaire entre la personne publique et le titulaire se fait lors de 2 types de réunions :

- réunion trimestrielle,
- réunion annuelle.

5.5.1. - Réunion trimestrielle

Le titulaire du marché, participera à une réunion trimestrielle organisée par le PA à une date fixée par ce dernier en concertation avec les autres parties.

Cette réunion se déroule dans les locaux de la DID NOUMEA et a pour objectif de :

- Examiner les problèmes et difficultés survenus lors du déroulement du marché et établir des actions de progrès ;

Le compte rendu de la réunion sera rédigé par le PA ou son représentant et communiqué au titulaire par ordre de service.

5.5.2. - Réunion annuelle

Le titulaire du marché, participera à une réunion annuelle organisée par le PA à une date fixée par ce dernier en concertation avec les autres parties.

Cette réunion se déroule dans les locaux de la DID NOUMEA et a pour objectif de :

- de présenter le bilan du diagnostic de fin de période du marché,
- de mesurer les progrès réalisés,
- d'adapter la stratégie de lutte contre les termites (puissance des insecticides, disposition en faveur de l'environnement);

Le compte rendu de la réunion sera rédigé par le PA ou son représentant et communiqué au titulaire par ordre de service.

5.6. - Documents tenus à jour sur site

Une fiche avis de passage sur le site sera affichée dans le bâtiment à un endroit indiqué par le maître d'œuvre.

Elle indiquera à minima :

- le nom de l'opérateur,
- la date de passage,
- la présence ou non de termites,
- la localisation de la présence des termites dans le bâtiment.

(voir en annexe la gamme de maintenance).

5.7. - Documents à fournir périodiquement au PA

5.7.1. - Planification des opérations des interventions de luttés préventives

Dès le démarrage du marché le titulaire fourni au PA, une planification des interventions défensives sur toutes les emprises concernées.

5.7.2. - Planification des opérations des actions de lutte curative

Marché N° 25 032	ACBC RELATIF A LA LUTTE CONTRE LES INSECTES XYLOPHAGES DANS LES EMPRISES FANC	C.C.T.P.
------------------	--	----------

Les actions de lutte active seront lancées au cas par cas par le biais de bon de commande sur la base d'un diagnostic préalable ainsi que l'émission d'un devis des prestations à réaliser. Le bon de commande précisera le délai de l'intervention.

5.8. - Indicateurs de suivi de la bonne exécution des prestations.

Le titulaire devra mettre en place les indicateurs économiques, techniques et organisationnels détaillés ci-dessous, et les présenter pour contrôle chaque trimestre au PA lors de la réunion trimestrielle d'activité.

Ceux-ci seront présentés par domaine technique et mettront en évidence les valeurs mensuelles et les valeurs en cumulé.

Le titulaire assurera la mise à jour de ces indicateurs par la saisie des historiques d'intervention, et assurera un autocontrôle permanent des prestations définies dans le CCTP au travers de ces indicateurs.

De même, le PA réalisera des contrôles par échantillonnage pour vérifier la véracité des indicateurs qui lui sont présentés par le titulaire du marché.

Si, lors du contrôle par le PA, il s'avère que ces indicateurs ne sont pas correctement renseignés ou s'ils sont contestés (par l'une ou l'autre des parties), le PA se réserve le droit d'augmenter la fréquence de la présentation de ces indicateurs par le titulaire du marché.

Les indicateurs à mettre en œuvre sont définis tel que suit :

Désignation de l'indicateur	Objet de l'indicateur
Ind-01	Nombre d'interventions réalisées en lutte curative
Ind-02	Nombre d'interventions programmées en lutte préventive
IND-03	Nombre d'heures réalisées en lutte préventive